



FEJ
FONDS
D'EXPÉRIMENTATION
POUR LA
JEUNESSE



Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
<http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr>



INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°3 lancé en 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr>



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

THÉMATIQUE : ORIENTATION Numéro du projet AP3_081
LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ
Titre : FILAGRI
Objectifs initiaux : « Accompagner les jeunes filles minoritaires dans leur formation professionnelle agricole (moins de 30 %), dans quelques moments décisifs de leur parcours : scolaire ou apprentissage, depuis l'accueil dans l'établissement jusqu'au premier emploi » dans des établissements d'enseignement technique agricole de 8 régions (Métropole et DOM).
Public(s) cible(s) : Première phase : <u>Questionnaires</u> : Public ciblé : 1350 filles sur 9 régions. Public atteint : 674 filles sur 69 établissements sur 8 régions. <u>Entretiens</u> : Public ciblé : 36 filles, 36 garçons, 18 femmes, 18 hommes. Public atteint : 41 filles, 29 garçons, 14 femmes et 18 hommes sur 22 établissements sur 8 régions Deuxième phase : <u>Actions expérimentales</u> : Public ciblé : 270 filles. Public atteint : au moins 303 filles minoritaires Total enregistré : 376 filles et 559 garçons et 165 membres des équipes éducatives soit un total de 1100 bénéficiaires
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : Le public principal ciblé est celui des jeunes filles minoritaires de genre dans leur formation (enseignement technique agricole) sur 8 régions. Cependant dans la première phase du projet, nous avons également collecté le ressenti des jeunes garçons minoritaires, ainsi que des adultes intervenant dans des classes ou était observée une minorité de genre. Le dispositif expérimenté s'est donc déroulé en deux phases. <u>Première phase d'état des lieux</u> : mise en évidence des freins et des leviers énoncés par les jeunes filles minoritaires de genre, de l'accueil dans l'établissement jusqu'à l'insertion professionnelle. <u>Deuxième phase d'expérimentation</u> : mise en place dans les établissements volontaires d'actions expérimentales visant davantage d'égalité des chances entre les filles et les garçons. Ces actions avaient l'objectif de lutter contre l'autocensure des jeunes filles faisant partie du groupe des bénéficiaires principales (filles minoritaires dans leur formation). Il s'est avéré que cet objectif s'est élargi aux jeunes filles des établissements de tous niveaux de classe qui ont ainsi découvert et ouvert « le champ des possibles » pour leur orientation définitive.
Territoire(s) d'expérimentation : L'expérimentation prévue initialement dans la réponse à l'appel à projet portait sur 9 régions. Le projet FILAGRI a été mené à 8 régions (7 de la Métropole et 1 DOM) : Basse Normandie, Haute Normandie, Champagne Ardenne, Aquitaine, Corse, Bretagne, Poitou-Charentes et la Guadeloupe. Ce sont les correspondant-es régionaux du réseau national insertion-égalité qui se sont positionné-es sur ce projet et ont ainsi impliqué leur SRFD (Service régional de formation et de développement). Les établissements se situent dans des zones rurales ou périurbaines.
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Le dispositif expérimenté a apporté une véritable plus-value : Tout d'abord sur la méthode utilisée pour gérer le projet en mobilisant tous les niveaux géographiques du réseau national insertion-égalité. Ensuite par la richesse des échanges interrégionaux. Encore en ce qui concerne la thématique du projet en matière de connaissance des publics de jeunes filles minoritaires, des difficultés qu'elles rencontrent ainsi que des leviers qu'elles utilisent. Et enfin, par la richesse et la multiplicité (69) des actions menées dans les 18 établissements volontaires sur les 4 thèmes retenus.

<p>Partenaires techniques opérationnels :</p> <p>(1) <u>Partenaires initialement visés dans la convention</u> : Le Bureau de la vie scolaire étudiante et de l'insertion, les établissements publics locaux, l'inspection de l'enseignement agricole, le CFPPA de Melle-Niort, les Services régionaux (SRFD) des régions concernées, l'IUFM de Montpellier (évaluatrice)</p> <p>(2) <u>Partenaires effectifs de l'expérimentation</u> : Le Bureau de la vie scolaire étudiante et de l'insertion, les établissements publics et privés locaux, l'inspection de l'enseignement agricole, le CFPPA de Melle-Niort, les Services régionaux (SRFD) des régions concernées, l'université de Toulouse Mirail (évaluatrice), les délégations régionales aux droits des femmes, les rectorats (SAIO), les conseils régionaux, les CRAII, les missions locales, les CRIJ, les DRJSCS, représentants de l'enseignement privé, VIVEA (fonds pour la formation), chambres d'agriculture.</p>
<p>Partenaires financiers (avec montants):</p> <p>Les fonds de la DJEPVA : 98 000 euros</p> <p>Des fonds dédiés à l'insertion-égalité au niveau des SRFD (DRAAF), L'Europe : FSE régional, Les délégations régionales aux droits des femmes, conseil régional, Établissements locaux.</p> <p><u>Les montants diffèrent selon les régions :</u></p> <p>Aquitaine : DRDFE : 2 500 euros,</p> <p>Basse Normandie : FSE : 13 660 euros + Établissement : 2 030 euros</p> <p>Bretagne : Conseil régional dispositif Karta : 4 350 euros</p> <p>Champagne Ardenne : Établissement : xxx</p> <p>Guadeloupe : FSE : xxx</p> <p>Haute Normandie : Établissement : 500 euros</p> <p>Poitou-Charentes : DRFE : 3 300 euros, DRAAF : 3 200 euros</p>
<p>Durée de l'expérimentation :</p> <p>(1) Durée initiale : indiquer ici la durée prévisionnelle du projet en nombre de mois (tel que prévu dans la convention) : 24 Mois</p> <p>(2) Durée effective : indiquer ici la durée effective du projet en nombre de mois. : 27 Mois</p>
<p>LE PORTEUR DU PROJET</p>
<p>Nom de la structure : EPLEFPA Terres et paysages Sud Deux Sèvres – MELLE – NIORT</p> <p>Type de structure : Établissement public d'enseignement</p>
<p>L'ÉVALUATEUR DU PROJET</p>
<p>Nom de la structure : Université de Toulouse 2 – Le Mirail</p> <p>Type de structure : Établissement public</p>



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Introduction

L'enseignement technique agricole compte 52 % de jeunes filles. Toutefois, au-delà de ce constat paritaire, les données mettent en évidence l'existence de grandes distorsions dans les parcours de formation choisis par les filles et les garçons. Les domaines de la production, de l'aménagement et de l'agroéquipement sont choisis à 80 % par des garçons, et les domaines des services et des activités hippiques comptent 80 % de filles. Enfin, les filles ont souvent une insertion professionnelle et des conditions d'emploi plus difficiles, quel que soit le secteur de formation considéré : délai plus long pour trouver un emploi, qualification et rémunération inférieures à celles de leurs homologues masculins. C'est pour cette raison que le réseau insertion-égalité menait depuis 3 ans un travail sur le thème de l'orientation avec en approche transversale l'égalité des chances entre les filles et les garçons. Un groupe de travail national avait été constitué avec les régions intéressées par cette thématique et plusieurs actions avaient été menées ou des outils créés : guide de bonnes pratiques « genre » pour les documents de communication, lancement d'un concours national de romans photos sur le thème « choix des filières et des métiers, quelle égalité des chances filles-garçons », et un projet européen était mené depuis 2009 dans 8 établissements de 7 pays européens partenaires. Le groupe réfléchissait alors à la mise en place d'un projet structurant pour le réseau, sur ce même thème qu'est l'orientation en partant d'un état des lieux à partir d'un questionnaire (méthodologie déjà testée sur un projet précédent sur le thème de « la vie dans les établissements et la citoyenneté »). D'autre part, le groupe ayant eu connaissance d'une étude sur les minorités de genre en Haute Normandie avait décidé de traiter de l'égalité de façon spécifique. L'appel à projet est arrivé à point nommé pour structurer le projet et le proposer aux équipes. D'autre part, il est à noter qu'il a été plus facile de mobiliser les équipes grâce à la possibilité de financement des établissements. Les régions faisant partie de ce groupe national se sont portées candidates au projet FILAGRI et 3 d'entre elles ont d'ailleurs participé à l'écriture de la candidature. L'expérimentation s'est déroulée sur 27 mois (au lieu de 24 prévus) et sur 8 régions (7 de métropole et 1 DOM) : Aquitaine, Basse Normandie, Bretagne, Champagne Ardenne, Corse, Guadeloupe, Haute Normandie et Poitou-Charentes.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

L'objectif général du projet est d'accompagner les jeunes filles minoritaires dans leur formation professionnelle agricole (moins de 30 %) dans quelques moments décisifs de leur parcours (scolaire ou apprentissage) depuis l'accueil dans l'établissement jusqu'au premier emploi.

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

1. Public visé

Le public visé a été le même que celui défini au départ.

Pour la première étape d'état des lieux qui a consisté à l'organisation d'entretiens individuels, le public ciblé était celui des jeunes filles et des garçons minoritaires de genre dans leur formation (élèves ou apprenti-es) ainsi que les enseignant-es, conseiller-es d'orientation, ou tout autre membre de la communauté éducative y compris les maîtres de stage ou d'apprentissage qui interviennent dans des classes où l'on observe des minorité de genre. Les niveaux de formation concernés ont été les niveaux III, IV et V.

Au niveau du nombre de bénéficiaires, il était prévu dans la candidature (sur 9 régions) :

- Pour les interviews : 36 jeunes filles, 36 jeunes hommes, et 18 femmes et 18 hommes
- Pour le questionnaire : minimum de 1 350 jeunes filles
- Pour la mise en œuvre de l'accompagnement : 270 jeunes filles

Il a été réalisé (sur 8 régions) :

- pour les interviews : 41 jeunes filles (128% de taux de réalisation), 29 jeunes garçons (90%) 14 femmes adultes (87,5%) et 18 hommes adultes (112,5%)
- pour le questionnaire : 674 jeunes filles (56%)
- pour la mise en œuvre des actions expérimentales : au moins 303 filles minoritaires (112 % de taux de réalisation) et le public cible total enregistré a été de : 363 filles (+ Bretagne) et 559 garçons (+ Bretagne)

Pour les entretiens

Pour le public des jeunes filles minoritaires (41 jeunes filles de 18 établissements sur les 8 régions), panel prioritaire de ce projet, les filières de production concernées ont été :

- Productions agricoles : CAPA vigne et vin, BTSA TV agronomie productions végétales, Baccalauréat professionnel option CGEA (conduite et gestion de l'exploitation agricole) spécialité SDE (système d'élevage), BTSA DARC (développement de l'agriculture des régions chaudes, CAPA PAUM PV et PA, production agricole et utilisation des machines productions végétales et animales) et la seconde professionnelle
- Production horticole : Baccalauréat professionnel
- Aménagements et travaux paysagers : Baccalauréat Professionnel, CPA classe de préapprentissage et BTSA Brevet de technicien supérieur agricole
- Forêt et travaux forestiers : BTSA et Baccalauréat professionnel
- Gestion des milieux naturels et de la faune : Baccalauréat professionnel et seconde professionnelle

2. Bénéficiaires directs

Comme indiqué ci-dessus, les bénéficiaires directs (jeunes filles minoritaires de genre dans leur formation) ont été :

- pour les entretiens : 41 filles sur 18 établissements sur 8 régions
- pour le questionnaire : 674 filles sur 69 établissements sur 8 régions
- pour les actions expérimentales : 303 jeunes filles sur 18 établissements

2.1. Statistiques descriptives

Comme indiqué plus haut, le public prioritaire est composé des filles minoritaires de genre dans leur formation, mais les expérimentations ont également concerné les publics des garçons (minoritaires ou non) les filles non minoritaires et les équipes dans les établissements.

	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action					
Jeunes	569	92	325	935	51
Adultes	46	32	90	165	3
Nombre total de bénéficiaires	615	124	415	1100	54

		Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans		
10-16 ans		167
16-18 ans		595
18-25 ans		173
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Situation		
Elèves en pré-élémentaire		
Elèves en élémentaire		
Collégiens		51
Lycéens en LEGT		151
Lycéens en lycée professionnel		579
Jeunes apprentis en CFA		69
Étudiants du supérieur		77
Demands d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : (préciser) MFR		8
Autres : (préciser)		
Niveau de formation		
Infra V		49
Niveau V		330
Niveau IV		475
Niveau III		81
Niveau II		
Niveau I		
Sexe		
Filles		376
Garçons		559
2. Adultes		
Qualité		
Parents		33
Enseignants		57
Conseillers d'orientation-psychologues		26
Conseillers principaux d'éducation		11
Conseillers d'insertion professionnelle		3
Animateurs		5
Éducateurs spécialisés		
Autres : (préciser) Infirmière, maître d'apprentissage, personnels de service, psychologues, comédiens, chef d'exploitation agricole, assistant d'éducation,		12
Autres : (préciser) personnel de direction		18

		Réalisation
Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML		Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML
Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML		
Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML		
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :		
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département)		Nationale
Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région)		
Régionale (une seule région)		
Inter-régionale (2 et 3 régions)		
Nationale (plus de 3 régions) ?		
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politiques de la ville ?		
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politiques de la ville		
Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politiques de la ville		
Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politiques de la ville		

2.2. Analyse qualitative

- Analyse pour le questionnaire : L'identification des jeunes filles minoritaires de genre dans leur formation a été faite au début de l'expérimentation sur les 8 régions investies dans le projet FILAGRI : un état des lieux exhaustif a été effectué tant au niveau de la formation scolaire initiale qu'au niveau de l'apprentissage dans les établissements publics et privés. Ce travail a été effectué par les chargé-es régionaux-ales qui font partie du réseau national insertion – égalité des chances filles garçons de la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire ainsi que par leur « binôme » régional (personnes en établissement, enseignant-es, CPE, directeurs-trices de centre d'apprentissage...). Nous avons prévu un échantillon d'un minimum de 150 jeunes filles par région, soit un total de 1 350. Ce chiffre se révèle sur le terrain très surévalué : d'une part, par le fait qu'une région, La Réunion a abandonné le projet, et d'autre part par le fait que l'inventaire du nombre de filles minoritaires a été très inférieur à ce que nous avons envisagé. Enfin, les chiffres prévus dans la candidature étaient les mêmes quelque soit la région concernée. Or, les contextes régionaux et le nombre d'établissements par région étant des plus différents, le taux de participation est à moduler selon les régions, les taux de réponse allant de 10% à 77 % suivant les régions. Certains taux de participation faibles par rapport aux prévisions, peuvent s'expliquer par un retard de la mise en ligne du questionnaire qui a correspondu au début des vacances d'hiver, par la mise en ligne au moment du départ en stage de nombreuses classes et enfin dans quelques cas, par l'insuffisance de la mobilisation des équipes éducatives et de direction déjà très prises par un emploi du temps très surchargé.
- Analyse concernant la deuxième phase de mise en œuvre des expérimentations : les actions expérimentales visaient davantage d'égalité des chances entre les filles et les garçons. Ces actions avaient l'objectif de lutter contre l'autocensure des jeunes filles faisant partie du groupe des bénéficiaires directes (filles minoritaires dans leur formation), il s'est avéré que cet objectif s'est élargi aux jeunes filles des établissements de tous niveaux de classe qui ont ainsi découvert et ouvert « le champ des possibles » pour leur orientation future .
- Malgré la grande diversité des régions, nous n'observons pas de différences notables des caractéristiques du public visé (mis à part bien sur du secteur de production concerné). Le COPIL s'est d'ailleurs attaché à travailler davantage ce qui était commun.
- Un premier repérage a été effectué grâce à l'enquête SCOLAGRI, régulièrement utilisé pour des extractions statistiques. Cependant, un travail spécifique et non habituel a été nécessaire pour le repérage des jeunes filles minoritaires. Il a été effectué par les correspondant-es régionaux-ales du réseau national insertion-égalité des régions concernées avec l'aide des équipes éducatives et de direction des établissements. Les prescripteurs du dispositif auprès des jeunes visés ont été des membres de la communauté éducative : le plus souvent des CPE (conseillers principaux d'éducation), des enseignant-es, des conseillers d'orientation et d'insertion ou proviseurs adjoints... en collaboration avec le correspondant-e régional-e.
- Le mode de repérage et les dispositifs de communication seraient les mêmes dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif en dehors de tout cadre expérimental.
- Le système d'appels à projets mis en place au niveau des régions pourrait également être le même.
- Par contre, l'organisation des entretiens individuels par des binômes régionaux a largement été facilitée par l'expérimentation, compte tenu du financement des heures consacrées à ce travail non habituel pour les équipes.
- L'expérimentation a permis d'avoir une meilleure connaissance du public ciblé. En effet, lors des 10 années de fonctionnement du réseau national, nous n'avions pas encore mis en place un véritable projet national sur le thème des « minorité de genre » dans les formations. Cette approche était nouvelle et a donc nécessité un état des lieux statistiques jamais effectué de façon approfondie dans les régions. D'autre part, le dispositif mis en place grâce à l'analyse des réponses aux entretiens et au questionnaire en ligne, a permis de mettre en évidence les difficultés rencontrées par les jeunes filles et les leviers qu'elles utilisent pour lever l'autocensure qu'elles pourraient avoir dans un premier temps dans l'appréhension d'investir des secteurs de formation traditionnellement masculins.

3. Bénéficiaires indirects

- Entretiens : Ont également été interviewé-es les jeunes garçons minoritaires, ainsi que les adultes de l'équipe éducative, femmes et hommes.

29 jeunes garçons (90% de taux de réalisation), 14 femmes adultes (11 enseignantes et 3 maîtresses de stage) et 18 hommes adultes (13 enseignants et CPE, 2 maîtres de stage et 3 maîtres d'apprentissage). Le résultats de ces entretiens a permis de confirmer que les garçons minoritaires de genre dans leur formation ne rencontrent pas du tout les mêmes difficultés que les filles dans la même situation ;

- Actions mis en place : Comme indiqué plus haut, les bénéficiaires directs n'ont pas été les seuls à être impactés par le dispositif.

Certains établissements ont mis en place des actions qui ont concerné un grand nombre de filles non minoritaires et de garçons minoritaires ou non dans leur formation.

Cette dynamique créée autour du thème des filles minoritaires de genre dans leur formation a permis à nombre d'apprenant-es de réfléchir à cette thématique, que ce soit dans le cadre de l'accueil et la vie dans l'établissement, de cours, des stages en entreprise, ou pour l'accès au premier emploi. De nombreux débats ont eu lieu que ce soit au niveau d'une classe ou au niveau de l'établissement. Une dynamique a été créée sur ce thème au-delà des seules filles minoritaires concernées.

Pour certaines actions, ont également participé nombre de parents et de professionnels des différentes secteurs de production concernés.

II. Déroulement de l'expérimentation

A. Actions mises en œuvre

Au niveau du pilotage :

- Pour la coordination et le suivi du projet, il a été mis en place un comité de pilotage national constitué des correspondant-es régionaux-ales des régions concernées. Lors de certaines réunions ont été organisées des vidéos conférences avec les collègues de la Guadeloupe. Ce groupe a été enrichi pour certaines rencontres de la présence d'une inspectrice de l'enseignement agricole, d'un sociologue et de celle de l'évaluatrice. Ce groupe de pilotage est resté le même tout le long du projet.
- Dans certaines régions ont été mis en place des comité de pilotages régionaux : Aquitaine, Poitou-Charentes et Basse Normandie. La forte mobilisation dans ces régions pour la constitution de groupes régionaux de pilotage a affiché une nouvelle fois la mobilisation de l'enseignement agricole dans les actions portant sur le thème de l'égalité des chances entre les filles et les garçons. Dans les autres, des partenariats étroits ont été activés ou réactivés grâce au projet FILAGRI. Certaines régions ont fait la sélection des projets en collaboration avec des partenaires extérieurs. Certaines ont intégré le projet FILAGRI dans la convention régionale " égalité des chances filles-garçons dans le système éducatif" déclinaison de la convention interministérielle.

- Cette organisation "en déclinaison à tous les niveaux" : national, régional et local (établissement), a permis une efficacité optimale et a donné une vraie légitimité et reconnaissance tant aux acteurs concernés qu'aux actions mises en place. Ce projet a contribué à la professionnalisation des collègues en matière d'animation des équipes, d'expertise sur le thème de l'égalité filles-garçons et a permis une vraie reconnaissance institutionnelle (tant en interne qu'avec les partenaires extérieurs).

Le projet et la réflexion nécessaire à sa mise en place nous ont permis de monter une organisation qui n'avait pas encore été aussi bien structurée pour les projets passés.

Au niveau du déploiement du dispositif expérimenté

Première phase d'état des lieux des difficultés rencontrées et des leviers utilisés :

Ont été mis en place des entretiens individuels de jeunes filles minoritaires, de jeunes garçons minoritaires , et d'hommes et de femmes de l'équipe éducative y compris des maîtres de stage et des maîtres d'apprentissage.

A été ensuite mis en ligne un questionnaire en direction uniquement des jeunes filles minoritaires de genre dans leur formation, public cible prioritaire de FILAGRI.

L'organisation du projet FILAGRI, comme nous l'avons pensé dès l'écriture : niveau national, niveau régional et niveau des établissements, a permis une bonne mobilisation des publics des jeunes filles par l'intermédiaire des équipes pédagogiques impliquées.

La grande mobilisation des chargé-es d'insertion égalité de chaque région, parties prenantes du COPIL national a très bien structuré l'architecture de décision et de mise en œuvre.

Des conventions ont été écrites entre le niveau régional et les établissements porteurs de projets d'expérimentation. Des rencontres régionales pour rendre visibles les résultats nationaux et régionaux (et leur comparaison) des entretiens et du questionnaire en ligne ont été organisées ; **L'appropriation en commun de cet état des lieux a été primordial pour l'implication des collègues des établissements donc pour la mobilisation des apprenant-es.** De plus, chaque établissement a eu accès à ses propres résultats, ce qui n'a fait que conforter l'envie des équipes de remédier aux difficultés mises en évidence dans leur propre établissement en ayant connaissance des résultats régionaux et nationaux.

L'accès au public bénéficiaire a donc été grandement facilité par la mise en place de cette organisation en « maillage ».

Quelques difficultés à cette étape :

- La synthèse de l'état des lieux (entretiens et questionnaire en ligne) a été effectuée avec du retard. Nous l'avions prévue en juin 2011, elle n'a pu être effectuée qu'en septembre octobre 2011. Ce qui a décalé le travail de comparaison national/régional, retard rattrapé par la suite.
- Le lancement de l'appel à projets prévu avant les congés d'été 2011, n'a pas pu être lancé à cette date dans toutes les régions. Il a eu lieu à la rentrée 2011 et les comités régionaux ont décalé quelque peu la date de leur rencontre de travail pour la sélection des projets. Cependant, le COPIL ayant anticipé et prévu une fiche action pour les pré-inscriptions, tout établissement candidat a pu déposer sa candidature.

Le panel concerné par les entretiens menés dans le cadre du projet FILAGRI est constitué de 41 jeunes filles minoritaires de genre dans leur formation de 18 établissements de 8 régions françaises (Aquitaine, Bretagne, Champagne Ardenne, Corse, Guadeloupe, Basse Normandie, Haute Normandie et Poitou Charente). Les entretiens ont eu lieu de fin 2010 à début 2011 dans des établissements publics et privés avec des filles élèves ou apprenties.

Lors des entretiens, les filles interrogées sont dans les niveaux et filières ci-après :

Productions agricoles	CAPA vigne et vin BTSA TV agronomie productions végétales Baccalauréat professionnel option CGEA (conduite et gestion de l'exploitation agricole) spécialité SDE (système d'élevage) BTSA DARC (développement de l'agriculture des régions chaudes CAPA PAUM PV et PA (production agricole et utilisation des machines productions végétales et animales) Seconde professionnelle
Production horticole	Baccalauréat professionnel
Aménagements et travaux paysagers	Baccalauréat Professionnel CPA classe de préapprentissage BTSA Brevet de technicien supérieur agricole
Forêt et travaux forestiers	BTSA Baccalauréat professionnel
Gestion des milieux naturels et de la faune	Baccalauréat professionnel, seconde professionnelle

Tableau récapitulatif des entretiens

Région	filles	garçons	femmes	hommes	femmes MS	hommes MS	Filières
Aquitaine	4	4	2	1		1	Services aux personnes, BTS AP, Bac Pro PH, Bac pro Services en milieu rural, BP JEPS, Bac pro CGEA Maitre apprentissage
Bretagne	4	4	1	1		1	Bac pro aménagement paysagers, fleuriste, vente animalerie Maitre de stage
Champagne Ardenne	4	4	2	2			PV, CGEA, systèmes de culture, gestion et conduite de chantiers forestiers, gestion forestière enseignantes zoo et français
Corse	8	??	2	4			travaux paysagers, soigneur d'équidés, gestion forestière, GC chantiers forestiers, GEN, GF2, GPN animation nature
Guadeloupe	6	3	1	1		1	production agricole et utilisation des matériels, aménagement paysager, conduite et gestion de l'exploitation agricole, développement de l'agriculture des régions chaudes
Basse Normandie	6	5		2		1	forestier, productions animales, productions végétales, services aux personnes, gestion de l'exploitation équin, maréchalerie, équipement maitre de stage en BTS TV
Haute Normandie	5	3		1	2	1	production animale, gestion des milieux naturels et de la faune maitre 1 apprentissage
Poitou-Charentes	4	6	1	1	1	1	Elevage canin et félin, gestion milieu naturels et forêt, agroéquipement, vigne et vin, services en milieu rural, gestion de l'exploitation agricole, Maitre d'apprentissage CAPA vigne et vin
TOTAUX	41	29	11	13	3	5	

PREVU 108
Réalisé 102

Questionnaire	Nombre de filles ayant répondu au questionnaire	Nombre de filles recensées comme minoritaires	Taux de réponse
Aquitaine	31	330	10
Bretagne	211	405	52
Champagne Ardenne	76	176	43
Corse	16	16	100
Basse Normandie	116	178	65
Guadeloupe	46	62	74
Haute Normandie	109	150	70
Poitou-Charentes	69	146	47
Totaux	674	1463	

Entretiens et questionnaire – Analyse faite par les membres du COPIL national (correspondant-es régionaux-ales) :

Entretiens :

Avant le passage des entretiens, le COPIL a été formé aux entretiens semi directifs par un sociologue de l'École nationale de formation agronomique de Toulouse (ENFA). Cette formation a été ressentie comme très intéressante et professionnalisante par le groupe. La mise en œuvre de ces entretiens s'est faite par binômes constitués du correspondant-e régional-e et d'une personne d'un établissement de la région : ce regard croisé sur les réponses des apprenant-es a permis une professionnalisation des acteurs, le contact direct avec les élèves (rare pour les correspondants basés en SRFD) et donc une meilleure analyse. Les apprenant-es avaient été préparés à ces entretiens quant à la globalité de la démarche et l'intérêt du projet. Ces entretiens ont permis à la parole d'être libérée, a rendu visible les publics minoritaires, et a permis aux minoritaires de genre de mieux se situer et d'être légitimés dans le parcours qu'ils -elles ont choisi.

Les entretiens ont été analysés grâce à la méthode préconisée par l'Europe PCM (Project cycle management) et en particulier avec l'outil « arbres à problèmes ». Les correspondant-es ont une analyse diversifiée sur cet outil : certains ont eu du mal à entrer dans la méthode, beaucoup ont parlé d'une expérience intéressante qui a servi de base de réflexion pour structurer l'analyse et d'autres disent que c'est une méthode très intéressante transférable pour d'autres projets sur d'autres thèmes.

Le tableau des freins et leviers, co-construit par le COPIL est apparu comme un outil lisible et utilisable directement par les équipes sans formation particulière.

Questionnaire :

Tous soulignent l'importance de la préparation et de l'encadrement de la saisie en ligne du questionnaire.

Les réponses au questionnaire par les jeunes filles minoritaires de genre ont été rassemblées dans une synthèse nationale et tous les établissements ont reçu directement les réponses de leurs élèves. Chaque région a établi un tableau comparatif entre les résultats nationaux et les résultats de leur propre région ;

Les histogrammes ont été présentés par les correspondant-es soit au COPIL régional, soit directement aux équipes et /ou aux élèves, soit ils les ont intégrés dans les appels à projets régionaux. Certains ont utilisé tous ces vecteurs de communication. Tous affirment que cette première étape a été PRIMORDIALE pour rendre visibles les problèmes et les leviers utilisés par les jeunes filles, et convaincre les équipes à entrer dans l'expérimentation et à mettre en place des actions. Certaines régions prévoient même de continuer à rendre visible ces résultats sur la prochaine année scolaire et avec différents types de publics (apprenant-es, enseignant-es, partenaires extérieurs...). Cela a également été très utile pour que chaque région puisse situer ses résultats, soit dans la moyenne nationale, soit avec des différences, d'en débattre et de monter les actions adéquates.

Ce recadrage de l'action dans une mouvance nationale a d'autre part permis de légitimer le rôle des correspondant-es et dynamiser et /ou créer les dynamiques et réseaux régionaux.

Deuxième phase de mise en place des expérimentations en établissements :

Après le passage du questionnaire en ligne et les entretiens, le COPIL a validé une grille d'appel à projet et les appels à candidatures des établissements ont été lancé dans les différentes régions.

Appels à projets : Analyse faite par les correspondant-es régionaux-ales

La majorité des régions ont lancé un appel à projet régional sur le modèle proposé par la région Bretagne. Certaines régions ont envoyé l'appel à projet par courrier, d'autres l'ont présenté lors d'une rencontre de travail et d'autres enfin l'ont présenté lors d'une réunion régionale de chefs d'établissements.

Afin d'aider les équipes à trouver des idées de projets à mettre en place dans les établissements, certaines ont organisé des réunions régionales. Ces idées de projets sont nées à partir et en adéquation avec les résultats observés grâce au questionnaire et aux entretiens. Les régions ont apprécié de trouver dans la dynamique nationale, la réflexion et la mise en place des outils et de la méthodologie, et de bénéficier en région d'une grande autonomie de fonctionnement tenant compte des spécificités régionales (environnement, partenariats...).

Le COPIL dans son ensemble aurait souhaité un appui institutionnel plus important, en particulier la présentation de la démarche et du projet lors des rencontres des chef-fes des services régionaux de formation et de développement, supérieurs hiérarchiques des correspondant-es régionaux du réseau national insertion-égalité.

Les actions menées

8 régions, 18 établissements ont mené à bien leurs actions et 69 actions ont été conduites.

Le COPIL national a reclassé toutes ces actions par thème (de 1 à 4) et par type d'action genre (a,b,c).

Classement « genre »

poursuite d'action genre existante : a	5
adaptation ou lecture genre d'une action existante: b	16
création d'une action innovante sur le genre : c	48
Total	69

Plusieurs thèmes possibles pour une même action

thème 1 : accompagnement pour la vie dans l'établissement	20
thème 2 : accompagnement pour les périodes en entreprises	17
thème 3 : accompagnement au cours de la formation	19
thème 4 : accompagnement pour l'accès au premier emploi	22
Total	78

--	--

actions Aquitaine	thème	genre	Nombre d'actions
recensement en classe des situations de conflits F/G et trouver des réponses adéquates	1	b	1
Établissement d'un état des lieux de la vie en internat avec les filles internes : trouver pistes d'amélioration et rédiger une procédure d'accueil à l'internat	1	c	1
Réalisation de panneaux pour les JPO : le métier de chef d'exploitation au féminin	2	b	1
Participation aux olympiades des métiers	2	b	1
Mise en place d'entretiens individuels avec les filles : identification des difficultés analyse de caractère, utilisation d'outils pour recherche d'emploi	2,3,4	a	1
Participation au colloque "l'emploi au féminin" (conseil général)	2,3,4	c	1
Mise en place d'un tutorat entre jeunes filles et travail sur la conception d'un livret d'accueil spécifique	1	c	1
Mise en place d'un fichier MS et d'un réseau de professionnels-elles soutenant l'égalité hommes-femmes (Maîtres de stage ...) - mise en place d'un questionnaire pour MS (en direction de 223 personnes)	2	c	1
Mise en place d'un dispositif pour favoriser les temps d'échanges garçons-filles en formation	3	b	1
Préparation et participation aux ovniades	2	c	1
Mise en place d'entretiens individuels avec chaque jeune fille : renforcer l'accompagnement, améliorer connaissance des métiers de l'environnement et la poursuite d'études, aide à la recherche de stage	2,3,4	c	1
Accueil et apport de complément à l'expo de la ZAP d'oloron "insertion des filles en lycée professionnel - réalisation d'un panneau présentant les jeunes filles en chantier école	4	c	1
Validation 1ere partie du BAFAA	4	c	1
Travail d'intégration du genre pour la promotion du machinisme avec APRODEMA + point spécial au CDI	4	c	1
Réalisation d'un Kakemono (Julie Tazua) film d'interviews (martin Gregory) de chefs d'exploitation hommes et femmes ayant embauché des JF (10 mn)-utilisation lors de JPO et forums	3,4	c	1
Accompagnement pour constitution dossier PVST + remise prix	4	a	1
TOTAL ACTIONS			16

actions Basse Normandie	thème	genre	Nombre d'actions
Intervention de l'association Étape Vire : sensibilisation-quiz, jeux de rôles une réunion élèves-une réunion enseignant-es	1 et 3	a	1
Intervention de la compagnie le chariot Nicolas Ragu – co-écriture de textes, mise en scène et captation vidéo- faciliter l'intégration des JF.	1 et 2	c	1
Enquête auprès des MA (auprès de 30 MS – retour 3) + préparation aux contacts téléphoniques et simulation d'entretien		2 c	1
Réalisation de 3 films sur des témoignages de professionnelles (repérage des professionnelles, co-construction du questionnaire- rencontres)		4 c	1
Mise en place d'un théâtre forum (papillon noir théâtre + association ETAPE) 4 saynètes reflétant la vie de filles minoritaires dans leur formation	1 et 4	c	1
Séance pédagogique sur la place des femmes dans la presse agricole	1 et 4	c	1
utilisation d'un diaporama et du Quiz	1 et 4	c	1
Élaboration d'un questionnaire et interview de femmes professionnelles lors du salon des métiers et exposé oral	1 et 4	c	1
Organisation d'une rencontre régionale FILAGRI – projection film 23 mn –	1 et 4	c	1
TOTAL ACTIONS			9

actions Bretagne	thème	genre	Nombre d'actions
Organisation d'une journée « avenir » sur le thème de l'orientation avec forum des métiers et table ronde – enregistrement vidéos des 2 demi journées – utilisation pour JPO.	4	b	1
recrutement d'enseignantEs techniques	3	b	1
organisation d'un forum des métiers	4	b	1
Accompagnement individuel des filles pour TP, TPR, chantier école pour trouver lieux de stage et suivi- 4h par semaine formation technique et connaissance de soi	3	c	1
Module aide à la confiance en soi	3	c	1
Éducation à la santé : corps ,hygiène et sexualité (gestes simples, médicaments, postures professionnelles, intervention planning familial- travail en grand groupes ou petits groupes selon le sujet	1	c	1
mise en place de tableaux pour mieux gérer la vie à l'internat (tour de ménage, affichage des consignes, signalement des dysfonctionnements ..) amélioration de la vie quotidienne	1	c	1
TOTAL ACTIONS			7

actions Corse	thème	genre	Nombre d'actions
mise en place pour les filles d'ateliers détente le soir : coiffure , esthétique..	1	c	1
travail sur les MST, la contraception et les dépendances de tout ordre- animation par groupes	1	b	1
entretiens individuels sur la durée de l'année scolaire	1	c	1
initiation aux sports traditionnellement masculins (football)	1	c	1
TOTAL ACTIONS			4

actions Champagne Ardenne	thème	genre	Nombre d'actions
Création internat filles. Améliorer l'intégration des filles dans l'établissement par aménagement des locaux – suite à constat manque d'intimité et pour éviter mixité –	1	C	1
Réaménagement du foyer pour éviter rivalité garçons-filles- apprendre à mieux vivre ensemble. Création d'une vie d'établissement.	1	C	1
Pour une amélioration de l'implication des filles dans les instances de l'établissement : état des lieux des inscriptions et mise en place d'entretiens individuels	1	C	1
TOTAL ACTIONS			3

actions La Guadeloupe	thème	genre	Nombre d'actions
travail sur une prise de conscience pour une confiance en soi plus affirmée – participation au mini festival du film documentaire « d'ELLES en ...ils » + visite expo		1 c	1
Travail à partir d'une exposition sur l'image des femmes dans les médias		3 c	1
Analyse des problèmes rencontrés dans les relations filles-garçons		2 c	1
Organisation d'un Théâtre forum sur les relations filles-garçons - vie dans l'établissement – prise de parole		3 c	1
théâtre forum avec initiative éco « case initiative » - réalisation d'un CD sur le thème de la violence-		1 c	1
travail pour replacer les contributions des femmes au développement agricole dans les civilisations majeures de l'histoire du monde- interventions -débats		4 c	1
travail sur l'image des femmes dans les métiers traditionnellement masculins		2 c	1
travail sur la diminution des inégalités entre filles et garçons . Métiers pour les femmes et les hommes de demain		4 c	1
Mise en adéquation du projet personnel et professionnel et les résultats du travail scolaire avec un choix d'orientation		4 c	1
Valorisation de l'image de la femme – questionnaire (enquête auprès des élèves) + idées force + panneaux : bandes dessinées + sketches .		3 c	1
TOTAL ACTIONS			10

actions Haute Normandie	thème	genre	Nombre d'actions
Dans le cadre de la réunion des anciens élèves, entretien avec une femme travaillant dans un bureau d'études en architecture	2	c	1
participation au forum des métiers du bâtiment et du développement durable organisé par la maison de l'emploi et le bassin Dieppois	2	c	1
Participation à une conférence sur la féminisation des métiers du bâtiment (interventions de femmes architecte, peintre ...)	3	b	1
Travail grâce à un jeu sur l'égalité des genres (par groupe)	3	b	1
utilisation d'une exposition-dossier du musée national de l'éducation (filles-garçons : égalité des chances?)	1	b	1
lancement d'un QCM sur l'égalité des genres sur toutes les classes + travail couplé avec visite d'une exposition CNDP au CDI	1	c	1
insertion de la vision genre dans la plaquette et le site internet de l'établissement	1	a	1
rédaction de dossiers individuels sur le thème de l'égalité des chances	3	a	1
Réalisation (par groupe) de panneaux sur le thème du sexisme et de l'insertion de la femme dans un milieu professionnel « atypique » en matière de genre	3	b	1
Match de gala de football entre les apprenant-es de l'établissement et l'équipe féminine de football EFC 27	1	c	1
Concours d'affiches sur le thème de la féminisation des métiers du paysage et de la nature	3	c	1
travail à partir du jeu pédagogique « l'égalité est dans le pré »	3	b	1
réalisation d'un questionnaire à destination des maitres d'apprentissage et de stage	2	c	1
TOTAL ACTIONS			12

actions Poitou- Charentes	thème	genre	Nombre d'actions
Confection d'un DVD sur le métier d'agricultrice – rencontres avec des exploitantes agricoles	2	c	1
Confection d'un livret d'accueil	1	c	1
Fabrication d'une exposition photos « paysages et les Hommes qui le font » dans ce cadre focus sur les femmes.	1	b	1
Mise en place d'ateliers d'accompagnement encadrés par les étudiantes à destination des lycéennes volontaires : soutien scolaire, aide méthodologique, aide à la réalisation de projets demandés dans le cadre scolaire. Pour promouvoir la place des filles dans les filières scientifiques.	2	c	1
participation au 4 L trophy- achat de matériel scolaire	2	c	1
Mise en place d'un suivi individualisé des apprenties tout au long de l'année scolaire	3	b	1
Participation à une table ronde sur « la place des femmes en agriculture »	4	b	1
TOTAL ACTIONS			7

Les actions – analyse

Les actions menées dans les établissements ont été majoritairement des actions “innovantes” (voir tableau ci-dessus). On constate également que les actions sont relativement bien réparties sur les 4 thèmes proposés (plusieurs thèmes possibles pour une même action).

Ces actions ont été soit ponctuelles, soit réalisées in-itinere tout au long de l’année scolaire.

Ces actions ont été soit à destination du public cible prioritaire (jeunes filles minoritaires dans leur formation), soit en direction de plusieurs classes, voire de l'ensemble de l'établissement pour sensibiliser les jeunes à cette thématique des jeunes filles en minorité de genre dans les formations. Pour certains établissements, ce projet FILAGRI a été l'objet d'un véritable “projet d'établissement”, pour d'autres, l'action est restée plus confidentielle et n'a concerné qu'un petit nombre de jeunes filles ;

Un carnet de suivi a été proposé à chaque équipe : mémoire des réalisations. Ce document rassemble toutes les données du projet : le contexte local du projet, les thématiques choisies, les objectifs, le descriptif détaillé du projet, les cofinancements éventuels et l'évaluation faite par les équipes elles-mêmes. La fiche « activité incluse » présente la date de l'activité, la nature de l'activité, son descriptif, les participants et les productions éventuelles, le bilan global de l'action et les effets induits. Tous les carnets de suivi des 18 établissements (69 actions) sont disponibles dans les régions concernées et au CFPPA de Melle-NIORT siège de la mission nationale.

Les actions – quelques exemples cités sur les effets de la mise en place des actions et des effets induits .

- “Les jeunes filles ont été très demandeuses”
- “Les garçons ont été très intéressés par ces actions”
- “Les outils créés permettent de communiquer lors des forums ou journées portes ouvertes”
- “Questionnaire en direction des maîtres de stage dans les métiers du paysage : résultats qui vont permettre de mieux accompagner les jeunes filles” . Une synthèse est prévue d’être distribuée à tous les partenaires professionnels
- “La préparation à l'entretien téléphonique pour trouver un lieu de stage ou d'apprentissage a été particulièrement formateur”
- “L'implication des élèves a été immédiate et réelle, sans doute parce que cela correspondait à un besoin...”
- “La rencontre avec des professionnelles a répondu aux inquiétudes des jeunes filles concernant leur insertion professionnelle, le vécu du métier au quotidien et les a confortées dans leur prise de décision de la filière choisie”.
- Le travail avec les filles minoritaires a été mené avec en parallèle le recrutement de davantage d'enseignantES dans les matières techniques.
- Certains établissements ont eu des problèmes de calendrier (périodes de stage ou d'apprentissage) et ont du décaler la mise en place des actions
- Difficultés pour les filles de gérer parallèlement les révisions, les examens, les périodes de stage et le projet FILAGRI
- “Difficultés à mobiliser certains collègues”
- “Les actions ont été trop ponctuelles et trop étalées sur l'année scolaire, ce qui a conduit à un manque de visibilité et de cohérence dans l'esprit des apprenant-es”
- “L'objectif d'insertion professionnelle reste un point important dans le suivi de nos élèves, mais il se heurte encore à la difficulté d'ouverture du milieu professionnel”
- “Cela a amélioré les relations entre les filles et les garçons, mais on constate une non pérennisation de cette attitude...”
- “Il serait nécessaire de dégager davantage de temps pour permettre aux jeunes filles de s'impliquer davantage dans toutes les activités”
- “Sur l'internat, les jeunes filles osent davantage poser des questions sur les problèmes de santé, d'hygiène”
- “On constate une plus grande cohésion dans le groupe de filles”
- “On constate une amélioration de l'ambiance de classe”
- “Cette action a créé des échanges et développé un esprit d'entraide au sein de l'établissement entre élèves et étudiants, et entre assistants d'éducation et élèves et étudiants”
- “Ce programme pourrait également correspondre à toutes les filles demi-pensionnaires, aux garçons”

- “On constate que les filles sont mieux intégrées, et arrivées en classe terminale, elles s'autocensurent moins : moins de timidité, plus d'aisance avec le milieu professionnel, plus d'engagement dans la prise de responsabilité...”

Autres effets induits

- Mise en place de travail commun entre LEGTA et CFA
- Veille dans l'établissement sur le thème de l'égalité filles-garçons
- Invitation à des colloques départementaux et/ou régionaux en partenariat avec l'éducation nationale, les délégations régionales aux droits des femmes, ainsi que les conseils régionaux (ex : emploi au féminin, olympiades des métiers...)
- dynamique régionale confortée ou créée

Au niveau de l'interaction avec l'évaluatrice

L'évaluatrice est Sabrina Dahache, Docteure en Sociologie au Laboratoire de Recherche « DYNAMIQUES RURALES », associée à l'équipe SIMONE-SAGESSE, Université de Toulouse le Mirail ;

Elle a participé à la plupart des réunions du COPIL national et est intervenue à la rencontre du printemps 2013 pour présenter les premières bases de conclusion de l'évaluation.

Elle a pu in itinere, connaître les différentes étapes du projet, mieux connaître les correspondant-es régionaux et prendre conscience des difficultés rencontrées par le COPIL, ainsi que des actions correctives qui ont été pensées par le groupe pour mener à bien le projet.

Parallèlement aux rencontres nationales, l'animatrice nationale et l'évaluatrice ont eu plusieurs entretiens téléphoniques et échanges mails aux différentes étapes du projet. Elles sont intervenues lors du même séminaire national SIGNALEE consacré à l'insertion : une chance pour tous qui a eu lieu à Bordeaux fin 2011 et dont les interventions filmées sont disponibles sur le site de canal EDUTER.

Mme Dahache a également communiqué des informations concernant les colloques qui lui paraissaient intéressants ou dans lesquels elle intervenait sur le thème de l'égalité filles garçons.

Les établissements des régions ayant été retenues pour faire part du groupe “des bénéficiaires” (303 filles minoritaires de genre) ont été contactées par l'évaluatrice pour la réponse à un questionnaire ainsi que pour l'organisation d'entretiens individuels.

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Bureau de la vie scolaire étudiante et de l'insertion	Direction générale de l'enseignement et de la recherche du Ministère en charge de l'agriculture	Réfèrent du réseau national : coordination du projet avec la co-animatrice nationale du réseau
Établissements publics et privés de l'enseignement technique agricole	Établissements d'enseignement	Organisation de la saisie pour le questionnaire en ligne, passage des entretiens, mise en place des actions dans les établissements
Inspection de l'enseignement agricole	Inspection	Appui et conseil à la coordination du projet, mise en ligne du questionnaire, proposition d'analyse des résultats
CFPPA de MELLE-NIORT	Établissement public d'enseignement	La mission nationale du réseau (animatrice nationale et budget) est basée sur cet établissement

Les Services régionaux de formation et de développement de 6 régions concernées	Directions régionales d'agriculture	Lieux d'exercice de 6 correspondant-es sur 8 : mise à disposition de ces personnels pour ce projet
Université de Toulouse Mirail	Établissement d'enseignement supérieur	Évaluation
Délégations régionales aux droits des femmes et à l'égalité		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Rectorats (SAIO)		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Conseils régionaux		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
CRAI : centre régional d'appui aux acteurs de l'insertion		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Missions locales		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
CRIJ : centre régional d'information jeunesse		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
DRJSCS : direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Représentants de l'enseignement privé		Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
VIVEA : fonds pour la formation des entrepreneurs du vivant	Organisme fonds pour la formation	Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Associations expertes sur le thème du « genre »	Associations	Dans certaines régions, participation à certains COPIL régionaux et à l'animation du projet en région
Comédiens, vidéastes et artistes divers		Appui aux équipes pour la mise en place et l'animation des actions

Analyse :

Au niveau de la participation des régions initialement prévues dans la candidature du projet FILAGRI : la région de La Réunion s'est désistée par manque de temps à consacrer au projet et la région Centre (manque de ressources humaines pour le pilotage régional) a été remplacée par la région Poitou-Charentes.

Tous les partenariats extérieurs prévus dans le projet initial ont été activés, certains autres ont été créés.

Les dynamiques nationale et régionale ont été nourries par le projet et par ces partenariats.

En décembre 2012, a été organisé le colloque national « regards croisés sur 10 ans d'égalité filles garçons dans l'enseignement technique agricole. Pour rendre visible les résultats de FILAGRI auprès des partenaires en interne et en externe, 3 régions (Basse Normandie, Aquitaine et Poitou-Charentes) ont organisé des rencontres régionales fédératrices des énergies pour le futur.

Certaines régions ont également prévu de poursuivre l'action en direction des jeunes filles minoritaires, d'autres de l'élargir au public des garçons, d'autres de continuer à travailler sur la mixité des métiers, et enfin pour compléter ce travail sur l'orientation, et l'insertion sur le marché du travail de travailler sur « l'ambiance » dans les établissements.

Au niveau national, il est prévu de faire le transfert des méthodologies et des outils de pilotage utilisés dans le projet FILAGRI, de mettre en place un projet national en lien avec un projet européen (en attente de la réponse à notre candidature de la part de l'agence européenne) sur le thème de l'accompagnement des apprenant-es avec en approche intégrée l'égalité filles-garçons et le thème du handicap.

2. Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse <u>reçu à ce jour</u>	55 765
Bureau de la vie solaire étudiante et de l'insertion (DGER) animation nationale	80 000
Services régionaux de formation et de développement	72 000
Cofinancements extérieurs à la structure : FSE	13 660
Cofinancements extérieurs à la structure : droits des femmes	5 800
Cofinancements extérieurs à la structure : établissements	4 800
Cofinancements extérieurs à la structure : CR régional Bretagne dispositif KARTA	4 350
Cofinancements extérieurs à la structure : DRAAF	3 200

Les financeurs autres que le FEJ se sont positionnés POUR filagri en co-financeurs. Cela implique donc que les projets qui seront mis en place par la suite trouvent d'autres financements complémentaires ou que les établissements, trouvant une plus value dans l'organisation du projet à tous les niveaux entrent dans le dispositif sans financement. Les établissements qui participeront au projet européen (si celui ci est retenu) seront financés par des fonds LEONARDO transfert d'innovation.

C. Pilotage de l'expérimentation

- **Le COPIL national** était composé de : BVIE du Ministère de l'agriculture (Direction générale de l'enseignement et de la recherche), inspectrice du ministère de l'agriculture, correspondant égalité Basse Normandie, CPE d'établissement, correspondant insertion-égalité – Aquitaine – formateur responsable d'antenne CFA, chargée d'insertion-égalité – DRAAF Bretagne, chargée d'insertion-égalité – DRAAF Haute Normandie, chargée de formation continue et d'apprentissage, chargée d'insertion-égalité Poitou-Charentes, coopération internationale , coordonnateur CFA/CFPPA – Corse, co-coordinatrice réseau national insertion-égalité, chargée insertion-égalité et CPE Guadeloupe et Chargée d'insertion-égalité – Champagne Ardenne, chargée de formation continue et apprentissage)
La composition des comités régionaux de pilotage est très différente selon les régions, et selon le nombre d'établissements impliqués dans le projet : leur nombre au 30 juin 2011 va de 1 établissement (la Guadeloupe) à 21 pour la région Bretagne.
- **Les COPIL régionaux sont composés de deux ou plusieurs partenaires issus de la liste suivante :**
Chef de SRFD, DRAAF (Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), animateurs locaux d'insertion-égalité, directeurs-trices d'EPL et de CFA et enseignant-es des établissements impliqués, directeur de CFPPA correspondant insertion-égalité, chargée locale d'insertion, présidente de parents d'élèves, déléguée régionale des droits des femmes et d'égalité femmes-hommes, délégué régional d'ingénierie de formation du SRFD, chargé de mission égalité des chances SRFD, chargée de mission « égalité » du conseil régional, responsable du dispositif Karta du conseil régional, représentant-e des MFREO (Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation), chargée de mission régionale égalité – mixité de l'Education Nationale, représentant régional du CREAP (conseil régional de l'enseignement agricole privé), représentant régional des établissements publics, conseillère VIVEA (Fonds pour la formation des entrepreneurs du vivant), conseillère d'orientation psychologue, mission égalité du rectorat (SAIO), chef-fe de service « économie territoire emploi, formation agriculture et territoire » de la chambre d'agriculture, directeur-trice du SAIO et représentant-e du conseil régional.

Les rencontres du comité national de pilotage ont été des moments d'échanges, de mutualisation des difficultés rencontrées pour la mise en place des différentes étapes du projet et de présentation des résultats obtenus dans chacune des régions (entretiens – arbres à problèmes, freins et leviers, synthèse régionale, et réponses au questionnaire en ligne). Les nombreux débats permettent une bonne appropriation de la démarche par les chargés de mission régionaux-ales.

Cependant, à la fin de la première phase d'état des lieux, il a été nécessaire d'organiser une réunion spécifique sur le fonctionnement du COPIL national. En effet, tant le niveau national que régional éprouvait le besoin de clarifier les responsabilités et l'autonomie de chacun.

Cette réunion a été importante :

- Du fait du report de la fin de l'état des lieux de juin à septembre 2011. Cela avait en effet créé des difficultés pour les chargés régionaux. Les échéances régionales en particulier les réunions avec les chefs d'établissements n'avaient pas été suffisamment anticipées par le COPIL.

- D'autre part, une certaine appréhension (peur que les établissements ne souhaitent pas s'engager dans l'expérimentation) a créé sur quelques semaines (rentrée 2011) une ambiance déstabilisante pour le groupe.

Cette réunion de travail, particulièrement riche en échanges et en débats a permis de partager les attentes de chacun et a aidé considérablement le groupe pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet.

A la fin 2011, les établissements s'étant positionnés pour mettre en place des actions et le nombre de filles impliquées dépassant le nombre prévu, le groupe COPIL national est devenu plus « serein ».

Outils de pilotage créés ou mutualisés :

- déclinaison de la convention nationale (CFPPA/ fonds jeunesse) en conventions régionales (CFPPA/ 8 établissements supports en région -
- grilles de recueil des statistiques régionales
- tableau synthétique de suivi des entretiens
- comparaison des résultats des histogrammes national/région (questionnaire et entretiens) avec analyse comparée
- tableau de suivi des échéances nationales et régionales (rapport d'exécution et financier)
- tableau de suivi financier (avance de trésorerie, dépenses justifiées...)
- questionnaire co-construit
- grille d'entretien semi directifs
- tableau des freins et des leviers co-construit
- arbres à problèmes régionaux et national
- appels à projet
- grille de pré-inscription des établissements candidats
- carnets de suivi des projet
- tableau récapitulatif des entretiens
- tableau récapitulatif des actions en établissements (par thème et par action "genre")

Tous ces outils ont été très importants aux différentes étapes de la mise en œuvre du projet.

Autres :

- power point de présentation pour colloques, rencontres nationales...

Fréquence des réunions du COPIL national :

- année 2010 : 3 réunions
- année 2011: 4 réunions
- année 2012 : 3 réunions
- année 2013 : 2 réunions
- Fréquence des réunions des COPIL régionaux : entre 1 à 4 COPIL selon les régions pour l'ensemble du projet;

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Modélisation du dispositif expérimenté

PUBLIC CIBLE :

Le dispositif peut être transféré quelque soit le public cible (apprenant-es)

PROJET :

Première étape : état des lieux des difficultés énoncées et des leviers trouvés par le groupe cible en rapport avec la thématique de travail

Deuxième étape : mise en place d'actions dans les établissements (avec proposition de thème de travail)

PILOTAGE :

Mise en place d'un COPIL national et de COPIL régionaux (constitués de partenaires internes et externes à la structure – experts sur la thématique du projet) – l'utilisation des outils peut être immédiate

ZONE GEOGRAPHIQUE – NIVEAUX D'ECHELLE :

Le dispositif gagnera à être mis en place aux 3 niveaux (national, régional et local), mais peut tout aussi bien se penser au niveau régional et local (établissements).

Le dispositif mis en place a permis de structurer l'offre faite aux établissements :

- en matière d'expertise sur le genre
- en matière d'animation des équipes
- en matière de représentation institutionnelle à tous les niveaux

Tout ce qui a été pensé par le COPIL au niveau national a rendu visible les acteurs et les actions à tous les niveaux, a légitimé le travail de chacun et a situé chaque établissement et chaque région dans un contexte national.

Étapes :

- Écriture de conventions national/régional et régional/établissement – par animation nationale et régionale
- Repérage du ou de la jeune grâce aux statistiques (travail en collaboration avec les collègues des services statistiques et scol agri...) – par les correspondants régionaux-ales
- Formation des équipes (contextualisation, sens du projet, technique du passage du questionnaire en ligne, utilisation des outils...) – par animation nationale + expert
- Cadrage du travail à effectuer, proposition d'outils à utiliser (pédagogique et de pilotage administratif et éventuellement financier), animation des COPIL nationaux par animation nationale
- Constitution des binômes en région (pour les entretiens)
- Organisation avec les équipes du passage du questionnaire en ligne (repérage des collègues motivés, réservation des salles, détermination du module dans lequel va se passer cette saisie, préparation des apprenant-es, rappel du contexte...) – par les correspondant-es et les équipes (proviseurs adjoints, CPE, enseignant-es, animateurs...)
- Repérage des apprenant-es du public cible pour le passage des entretiens (contact avec les équipes, trouver la personne référente, choix des classes les plus pertinentes, proposition à certains apprenant-es, établissement des plannings d'entretiens en tenant compte des impératifs d'emploi du temps, des périodes de stage..., constitution du binôme qui sera en charge des entretiens, prise en main de la grille d'entretiens semi directifs...) – par les correspondant-es et les équipes (proviseurs adjoints, CPE, enseignant-es, animateurs...)
- Débriefing de chaque entretien, construction de l'arbre à problèmes et/ou du tableau des freins et leviers – par les correspondant-es et l'autre membre du binome
- Collecte des données et analyse global au niveau national, proposition de tableaux récapitulatifs, de tableaux comparatifs, proposition d'analyse à valider avec le COPIL national – animation national
- En COPIL et/ou en équipe, analyse comparée des résultats nationaux et régionaux et établissements si besoin ou comparaison région/établissement
- En COPIL national : repérage (sur les chiffres nationaux) des difficultés majeures énoncées par les apprenant-es, énoncé d'hypothèses d'actions pédagogiques correctives ou facilitantes à mettre en place
- En COPIL régional et/ou en équipe, repérage (sur les chiffres régionaux) des principales difficultés et décisions sur les actions pédagogiques correctives ou facilitantes à mettre en place
- Lancement d'appels à projets régionaux en direction des établissements (écriture des appels à projet avec présentation des principales réponses obtenues grâce à l'état des lieux, joindre des fiches de pré-inscription)
- Conseil et accompagnement des équipes candidates
- En COPIL régionaux : sélection des projets
- Accompagnement (pédagogique et financier) des équipes dans la mise en œuvre des actions en établissements
- Valorisation des actions (au sein de l'établissement, au niveau régional, au niveau national et interministériel)

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

- Aspects liés au caractère expérimental : surtout liés au financement par le fonds jeunesse, ce qui a permis d'obtenir des co-financements régionaux ou européens et sans doute ainsi d'augmenter une certaine légitimité par un portage institutionnel affirmé par le financement.
- Aspects liés au contexte : nous avons observé, que quelque soit le contexte (existence ou non d'un réseau régional insertion-égalité, préexistence des partenariats...), le dispositif a pu fonctionner. Par

contre, on peut remarquer une différence d'ampleur du dispositif (nombre de jeunes impliqués, existence ou non d'un COPIL régional, journées de valorisation au niveau régional...).

- Aspects liés à la nature même du dispositif : quelque soit le territoire de l'expérimentation, le dispositif peut être mis en place tel quel.

1. Public visé

Le repérage des jeunes filles minoritaires a demandé un travail minutieux à partir de statistiques régionales, avec nécessité d'extraction de données par rapport à des tableaux existants.

Suivant le public cible choisi, ce travail peut être moins fastidieux, si les statistiques permettent de le repérer à la première lecture.

Dans l'expérimentation FILAGRI, nous avons atteint le public des filles minoritaires (entretiens et questionnaire) mais aussi les garçons minoritaires, les personnels des équipes éducatives (entretiens). Pour un nouveau projet, il serait sûrement intéressant d'interroger également les parents des apprenant-es ainsi que les stagiaires de la formation adulte.

2. Actions menées dans le cadre du dispositif

Le dispositif FILAGRI a déjà testé un fonctionnement à 8 régions dans des contextes géographique et culturels différents. Il peut donc très bien être transféré tel quel.

Pour citer quelques améliorations possibles :

- informer les niveaux hiérarchiques les plus hauts et in itinere : du projet, de l'avancement du projet ainsi que des résultats du projet
- renforcer la sensibilisation et la FORMATION des équipes éducatives (mutualisation des méthodologies et des outils, conceptualisation)
- sensibilisation des équipes éducatives DANS LEUR ENSEMBLE et pas seulement les personnes référentes du projet sur l'établissement
- augmenter la sensibilisation des garçons sur le thème de la minorité de genre
- travailler davantage avec les associations expertes sur le genre

Le suivi administratif et financier du projet a été très lourd aussi bien pour l'animation nationale que pour les correspondant-es régionaux. Sans doute parce que tout était à construire (conventions, tableaux de suivi, tableaux de synthèse, rapports d'exécution et financiers...), le COPIL dans son ensemble souhaiterait voir alléger cette partie du travail. Sans doute qu'avec des outils préexistants le travail serait facilité. Mais il faut se rappeler que toute équipe a besoin de s'approprier les outils donc peut être de les modifier...

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

La mise en place d'un COPIL national et de COPIL régionaux a été indispensable : gestion participative du projet, échanges, mutualisation des problèmes et des réussites... décisions communes concertées, histoire commune...

Les partenaires incontournables : les délégations aux droits des femmes et à l'égalité, les conseils régionaux (souhaité), les rectorats (souhaité), les associations expertes sur le genre, les artistes et toute personne faisant partie des groupes de travail concernant la déclinaison de la convention interministérielle (égalité filles garçons dans le système éducatif).

4. Impacts sur la structure

Pour la 1^{ère} fois dans la « vie » du réseau égalité des chances, un projet a été conçu, mis en œuvre et évalué à chaque niveau : national, régional et local.

Les régions participantes ont participé à la première phase de formalisation du projet : rédaction des objectifs nationaux et de leur déclinaison régionale, ainsi que des actions à mettre en œuvre.

A chaque étape de la réalisation de FILAGRI : démarrage du projet, réalisation des entretiens, réalisation et diffusion du questionnaire, synthèse des résultats nationaux et régionaux, rédaction des appels à projets à destination des établissements, choix et mise en œuvre des actions au niveau local, le comité de pilotage national s'est réuni pour élaborer, ajuster et valider collectivement les processus à mettre en œuvre.

Ces rencontres nationales nous ont permis de confronter nos points de vue en fonction de nos postures nationales ou régionales, de croiser et de réajuster les objectifs du projet, de construire des processus et des outils communs qui n'étaient pas forcément prévus au départ du projet.

A l'issue de la première phase de récolte des données nationales et régionales, un autre travail collaboratif entre les régions et les établissements s'est développé : des rencontres régionales avec l'ensemble des établissements publics pour présenter les données et les contenus de l'appel à projet, des réunions d'étapes et d'évaluation avec les établissements participants...

Ces échanges n'ont pas toujours été simples, révélateurs de l'environnement complexe dans lequel nous évoluons, mais ils ont permis la prise en compte de chaque posture, de chaque niveau d'intervention au service d'une plus grande efficacité du projet.

Pour l'ensemble des chargés d'insertion et animateurs en Région, le dossier « égalité » est certes primordial mais il est également une mission parmi beaucoup d'autres missions.

Si le projet FILAGRI nous a beaucoup mobilisés en termes de temps et d'énergie, il nous a aussi apporté des éléments essentiels dans notre double posture « d'expert » et d'animateur au niveau régional.

Participer au projet nous a permis de découvrir, d'approfondir et de revisiter les concepts et bases nécessaires à la mise en œuvre de toute action relative à la thématique de l'égalité

Les données comparées entre le niveau national et les niveaux régionaux issues du travail de collecte et d'analyse des interviews et des questionnaires sont de véritables outils de communication auprès de nos partenaires régionaux (Droits des femmes, Conseil Régional, Education Nationale, partenaires professionnels...). Ces données ont facilité les co-financements des actions expérimentales conduites dans les établissements et plus généralement celles liées à la thématique de l'égalité.

Au-delà du projet FILAGRI, les résultats des enquêtes sont également des références dans d'autres dossiers : l'orientation, l'attractivité des métiers, l'insertion professionnelle des jeunes...

► Pour la majorité des régions participantes, le projet FILAGRI a permis de relancer l'animation du réseau « égalité » auprès des établissements publics et/ou privés : les données chiffrées, l'appel à projet, le financement des actions ont été autant de leviers concrets et attractifs pour les établissements.

Certaines régions prévoient également de s'appuyer sur « l'expérience FILAGRI » pour organiser une journée régionale sur la thématique de l'égalité « filles-garçons ».

Dans un environnement professionnel complexe où la compétence des acteurs est la clé de l'efficacité des dispositifs mis en œuvre, participer à un projet tel que FILAGRI a développé, grâce au travail collaboratif, de nombreuses compétences techniques et transversales pour chacun des participants :

- (1) des compétences liées à l'approfondissement des connaissances sur la thématique de l'égalité
- (2) des compétences « techniques » liées à la conduite d'entretien, à l'élaboration de questionnaires et à leur analyse (technique de l'arbre à problème)
- (3) des compétences liées à la conduite de projet : de la formalisation des objectifs à l'évaluation en passant par de l'ingénierie financière....
- (4) Des compétences d'animation, de communication...

Conclusion

FILAGRI a permis de travailler avec les équipes sur la thématique de la minorité de genre.

Les jeunes filles minoritaires ont conduit ou ont participé aux actions, soit seules, soit avec leurs collègues filles non minoritaires et garçons minoritaires ou non.

Le nombre et la diversité des actions montrent la dynamique des équipes en particulier des proviseurs adjoints, des CPE, des enseignant-es mais aussi infirmières...

L'objectif énoncé au départ a pu être atteint en confortant les jeunes filles minoritaires dans leurs choix (accompagnement pédagogique, à l'internat, pour la préparation des stages...) mais aussi en aidant d'autres jeunes filles qui appréhendent moins de choisir des filières traditionnellement masculines : le projet a agi pour moins d'autocensure et pour l'ouverture des champs des possibles

D'autre part au niveau du pilotage, l'originalité de FILAGRI a consisté à mener un travail collaboratif entre le niveau national, régional et local et ceci à chacune des étapes du projet.

Il a permis grâce à l'organisation nationale un appui à l'expertise et à l'animation régionale ;

Il a créé les conditions optimales pour être un espace de professionnalisation pour chacun des participants ;

Il a permis la structuration et/ou le renforcement des réseaux ;

Il a permis de renforcer les coopérations et de développer de nouveaux partenariats ;

Et enfin, il a contribué à une meilleure identification de l'enseignement agricole et de la lisibilité de son travail sur le thème de l'égalité entre les filles et les garçons

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

➤ Tableau 1 sur les publics

Restitution du porteur de projet
Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Número du projet	AP3_081	Nom de la structure porteuse de projet	EPLEFPA Melle-Niort			
		Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action						
Jeunes		569	92	325	935	51
Adultes		46	32	90	165	3
Nombre total de bénéficiaires		615	124	415	1100	54

		Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans		
10-16 ans		167
16-18 ans		595
18-25 ans		173
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Situation		
Elèves en pré-élémentaire		
Elèves en élémentaire		
Collégiens		51
Lycéens en LEGT		151
Lycéens en lycée professionnel		579
Jeunes apprentis en CFA		69
Étudiants du supérieur		77
Demandeurs d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : (préciser) MFR		8
Autres : (préciser)		
Niveau de formation		
Infra V		49
Niveau V		330
Niveau IV		475
Niveau III		81
Niveau III		
Niveau I		
Sexe		
Filles		376
Garçons		559
2. Adultes		
Qualité		
Parents		33
Enseignants		57
Conseillers d'orientation-psychologues		26
Conseillers principaux d'éducation		11
Conseillers d'insertion professionnelle		3
Animateurs		5
Éducateurs spécialisés		
Autres : (préciser) Infirmière, maître d'apprentissage, personnels de service, psychologues, comédiens, chef d'exploitation agricole, assistant d'éducation,		12
Autres : (préciser) personnel de direction		18

		Réalisation
Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML		Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML
Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML		
Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML		
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :		
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département)		Nationale
Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région)		
Régionale (une seule région)		
Inter-régionale (2 et 3 régions)		
Nationale (plus de 3 régions) ?		
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politique de la ville ?		
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		
Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		
Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville		

➤ **Tableau 3 sur les outils développés dans le cadre de l'expérimentation**

Restitution finale du porteur de projet				
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation				
Numéro du projet	AP3_081			
Nom de l'outil	Fonction (préciser si ce sont des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.)	Utilisateurs ou destinataires	Format (papier, électronique, etc.)	Transférable en dehors de l'expérimentation (oui/non)
1	déclinaison de la convention nationale : écriture des 8 conventions régionales	pilotage	correspondants régionaux- services régionaux de formation et de développement	Papier + électronique oui
2	grilles de recueil des statistiques régionales (public cible)	suivi	COPIL national et régionaux	Papier + électronique oui
3	tableau de suivi des entretiens (planning et organisation des entretiens)	suivi	COPIL national et régionaux	Papier + électronique oui
4	Modèle de tableau pour comparaison des résultats de l'état des lieux	suivi	COPIL national et régionaux + équipes pédagogiques + partenaires	Papier + électronique oui
5	tableau de suivi des échéances nationale et régionales	pilotage	COPIL national	Papier + électronique oui
6	tableau de suivi financier (dépenses et trésorerie)	pilotage	COPIL national	Papier + électronique oui
7	questionnaire	suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique + mise en ligne oui
8	grille d'entretien semi directif	Formation et suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
9	tableau des freins et leviers avec classement par thème	suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
10	Méthode des arbres à problèmes régionaux et national	suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
	Analyse et commentaire des arbres à problèmes	suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
11	appels à projets régionaux	pilotage	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
12	grille de pré-inscription des établissements candidats	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
13	carnets de suivi des projet	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
14	tableau récapitulatif des entretiens	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional + équipes éducatives	Papier + électronique oui
15	tableau récapitulatif des actions en établissements	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional	Papier + électronique oui
16	Note de synthèse de l'état des lieux	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional	Papier + électronique à adapter
17	comparaison des résultats du questionnaire entre les différentes régions	Pilotage + suivi	COPIL national + COPIL régional	Papier + électronique à adapter



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative

Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
<http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr>